

Paris le 31 mars 2008

Déclaration des Vice Présidents communistes délégués aux transports des Régions et des conseillers régionaux communistes d'Ile de France administrateurs du STIF

**POUR L'AVENIR DU FERROVIAIRE PUBLIC  
FAIRE ECHEC AU PROJET DU GOUVERNEMENT D'AUGMENTER LES  
PEAGES**

**Le 18 mars dernier les vice-présidents communistes délégués aux transports dans les régions sont intervenus à l'Association des Régions de France pour révéler le mauvais coup que prépare le gouvernement avec le projet de réforme sur la tarification du réseau ferroviaire. Ce dont il est question avec ce projet, c'est d'une augmentation colossale des tarifs d'utilisation des infrastructures et de la circulation du matériel ferroviaire. L'objectif du gouvernement est donc de faire financer les investissements indispensables et urgents pour le ferroviaire par le ferroviaire en augmentant la facture des Régions, de la SNCF et le prix du billet pour les usagers.**

Ce qui est en jeu, c'est le devenir du réseau ferroviaire français, son unicité, le maillage du territoire. Ce sont ces atouts qui ont permis depuis une dizaine d'années de relancer le service public du transport régional de voyageurs. Car sans réseau unique et maillé il n'y a pas de cohérence pour développer les transports ferroviaires avec la prise en compte des besoins de déplacements, d'un aménagement et d'un développement durables de nos territoires.

Ce projet de réforme est à contre courant de ce qui vient de s'exprimer avec le Grenelle de l'environnement. Réduire de 20% d'ici 2020 les gaz à effet de serre dans les transports nécessite de développer les modes les moins polluants et notamment le ferroviaire. Pour donner toute sa place transport de fret et de voyageurs, il y a besoin de rénover, de moderniser et de développer le réseau ferroviaire.

En 2005, l'audit de l'école polytechnique de Lausanne sur les infrastructures ferroviaires a chiffré l'effort financier supplémentaire à 800 millions d'euros annuel pendant 15 ans pour assurer sa pérennité.

Or, le poids de l'endettement du système ferroviaire, 27 milliards d'euros, son sous financement public se traduisent par « un réseau à 2 vitesses », d'un côté les lignes à grandes vitesses et de l'autre le reste du réseau mal entretenu.

Pour leur part, les Régions dans le champ de compétence qui est le leur, prennent une part importante dans le financement du transport ferroviaire avec le développement du transport régional de voyageurs et avec leur participation dans la modernisation des infrastructures dans le cadre du Contrat de plan Etat /Régions2000-2006 et du Contrat de projets Etat/Régions 2007-2013.

Pour sa part, l'Etat et notamment à partir de 2002 n'a eu de cesse de se désengager du financement du ferroviaire. Force est de constater que le budget 2008 des transports est en recul sur celui de l'année précédente. Après avoir vidé les caisses de l'Etat avec les cadeaux fiscaux aux plus riches, MM Sarkozy et Fillon voudraient faire payer, en augmentant les péages, les Régions, les contribuables et les usagers du transport pour financer les

infrastructures ferroviaires et pousser les feux d'un éclatement du réseau en en régionalisant une partie.

Ce nouveau coup porté par le gouvernement à l'unicité du réseau ferroviaire français, s'ajouterait à la mise en concession de la ligne nouvelle Tours-Bordeaux, de la nouvelle liaison rapide CDG, c'est inacceptable !

Le gouvernement, par cette augmentation colossale des tarifs prépare l'ouverture à la concurrence du transport des voyageurs en 2010, en faisant en sorte que cette concurrence soit assortie de prix élevés pour les usagers et Autorités Organisatrices de Transports.

Le gouvernement veut avancer au pas de charge, sans concertation préalable, il veut boucler cette réforme avant l'été. Les Régions doivent s'y opposer. Laisser faire serait porter un coup au TER qui répond aux besoins des populations, au développement harmonieux et durable des territoires.

Beaucoup plus de voyageurs et de marchandises sur le rail exigent de dégager, au-delà du système ferroviaire des ressources nouvelles importantes. Les objectifs affichés au « Grenelle » de l'environnement ne peuvent être obtenus sans donner à ceux qui en ont la responsabilité les moyens d'exercer leurs responsabilités et de développer les modes alternatifs à la route à chaque fois qu'ils sont pertinents.

Il est urgent que l'Etat prenne enfin en charge le désendettement de RFF dont il porte la responsabilité et dote la SNCF et RFF de moyens accrus. Après s'être privé des ressources provenant des bénéfices des autoroutes, qui ont été privatisées, il est urgent que le gouvernement mette en place des dispositifs nouveaux permettant aux autorités organisatrices de transports de disposer de ressources accrues et pérennes. Dans ce cadre la généralisation du « Versement Transport », dont ne bénéficient pas les Régions hors Ile de France et la mise en place de l'Euro vignette sont des priorités absolues.

Nous en appelons à la mobilisation de tous les élus de gauche pour déjouer cette attaque majeure contre notre système ferroviaire français, qui malgré ses insuffisances a fait la preuve de son efficacité, nous avons le réseau ferré l'un des plus sûr au monde.

Avec les citoyens, les usagers transports et les cheminots rassemblons-nous pour porter ensemble des exigences de développement du ferroviaire à la hauteur des enjeux de société que sont la lutte contre le réchauffement climatique et la maîtrise de la dépense d'énergie.

Christiane Laïdouni  
Vice Présidente Région Auvergne

Jean-Claude Lebrun  
Vice Président Région Bourgogne

Gérard Lahellec  
Vice Président Région Bretagne

Jean-Michel Bodin  
Vice Président Région Centre

Pierre Mathieu  
Vice Président Région Champagne-Ardenne

Patrice Dupray  
Vice Président Région Haute-Normandie

Jean-Claude Gaysot  
Vice Président Région Languedoc-Roussillon

Patrice Hatzig  
Vice Président Région Lorraine

Gilles Bontemps  
Vice Président Région Pays de la Loire

Michèle Carmouse  
Vice Présidente Région Poitou-Charentes

Jean Brafmann  
Conseiller régional Ile de France  
Administrateur du STIF

André Pamboutzoglou  
Vice Président Région Limousin

Charles Marziani  
Vice Président Région Midi-Pyrénées

Daniel Beurdeley  
Vice Président Région Picardie

Gérard Piel  
Vice Président Région Provence Côte  
d'Azur

Laurence Cohen  
Conseillère régionale Ile de France  
Administratrice du STIF